

Les réseaux politiques en Afrique du Nord

Circulation, diffusion et transferts de 1908 à 1914

Gavin Murray-Miller

Citer cet article : Murray-Miller Gavin (2022), « Les réseaux politiques en Afrique du Nord : circulation, diffusion et transferts de 1908 à 1914 », *Revue d'Histoire Contemporaine de l'Afrique*, n° 3, 49-61, en ligne. URL : <https://oap.unige.ch/journals/rhca/article/view/03murray>

Mise en ligne : avril 2022

DOI : <https://doi.org/10.51185/journals/rhca.2022.0304>

Résumé

Au début du xx^e siècle, les communautés musulmanes d'Afrique du Nord ont réagi à l'expansion impériale européenne de diverses manières. Comme le démontre cet article, la période entre l'invasion du Maroc (1907) et la guerre italo-turque (1911-1912) a vu une montée de nouveaux réseaux politiques et paramilitaires traversant les frontières impériales. Ces réseaux, créés à partir de relations religieuses et intellectuelles préexistantes en Afrique et en Asie, ont créé un espace alternatif pour l'activisme politique et mobilisé les populations à travers le monde musulman. En se penchant sur les histoires interconnectées des empires nord-africains, cet article adopte une approche transrégionale qui montre comment les réflexions nées du « tournant transnational » de la recherche historique peuvent ouvrir de nouvelles perspectives sur les processus d'échanges et d'interaction entre les empires.

Mots-clés : impérialisme ; Afrique du Nord ; panislamisme ; nationalisme ; guerre et conflit

Political Networks in North Africa. Circulation, Diffusion, and Transfers, 1908 to 1914

Abstract

During the early twentieth century, North African Muslim communities responded to European imperial expansion in diverse ways. As this article demonstrates, the period between the French invasion of Morocco (1907) and the Italo-Turk War (1911-1912) witnessed the rise of new political and paramilitary networks that cut across imperial borders. These networks, built upon existing religious and intellectual connections from Africa to Asia, created an alternative space for political activism and mobilized populations across the Muslim world. In focusing on the connected histories of North African empires, this article adopts a trans-regional approach, exploring how reflections stimulated by the transnational turn can frame new perspectives on processes of exchange and interaction between empires.

Keywords: imperialism; North Africa; pan-islamism; nationalism; war and conflict



La guerre italo-turque, bien connue dans l'histoire ottomane, est considérée comme un détail de peu d'importance dans l'étude de l'Empire français nord-africain¹. Cependant, le conflit, assez court (de 1911 à 1912), marque un moment de grand changement en Afrique du Nord, car il met en lumière les nombreux réseaux transimpériaux qui ont émergé à travers le monde musulman, du Maroc à l'Inde. À la suite de l'invasion italienne de Tripolitaine et de la Cyrénaïque (la Libye d'aujourd'hui) en 1911, le gouvernement ottoman a en effet organisé une défense énergique contre les Italiens qui a attiré les volontaires musulmans venant de toute l'Afrique du Nord et de la Méditerranée. Les journalistes arabes ont exprimé leur soutien à l'Empire ottoman dans la presse tandis qu'en Algérie et en Tunisie, là où habitaient les populations musulmanes et italiennes, les affrontements se sont multipliés. À bien des égards, ces événements ont donc révélé l'ampleur de l'ancrage de l'Afrique du Nord dans des réseaux religieux, politiques et humanitaires présents dans toute la région.

Si un grand nombre d'études se sont penchées sur les engagements coloniaux de la France en Afrique du Nord aux XIX^e et XX^e siècles, la plupart d'entre elles ont tendance à traiter les colonies françaises de manière isolée². Pourtant, ces dernières années, les historiens ont insisté sur la réintégration des colonies françaises comme l'Algérie et la Tunisie dans le panorama plus général du monde maghrébin et méditerranéen³. Comme le fait valoir M'hamed Oualdi, l'Afrique du Nord a été soumise à de multiples « historicités » qui se sont chevauchées au XIX^e siècle. Les anciennes institutions politiques et juridiques ottomanes sont restées en place alors que la France établissait sa présence dans la région. Les structures antérieures ont donc continué à exister en parallèle des nouvelles structures coloniales⁴. Ces géographies opposées mettent en évidence que l'Empire colonial français n'a pas été une unité singulière. Il était un espace caractérisé par des circulations et réseaux remontant à la période précédant la colonisation, qui s'inscrivaient dans un espace maghrébin plus vaste que celui intégré dans les frontières tracées par les administrateurs coloniaux. En bref, « l'Afrique du Nord française » n'a jamais existé en vase clos et a été constamment soumise aux influences des territoires voisins⁵.

Les années précédant la Première Guerre mondiale ont marqué un tournant impérial en Afrique du Nord, qui a vu la France occuper le Maroc et l'Italie envahir la Tripolitaine et la Cyrénaïque. De surcroît, ces nouvelles guerres coloniales se sont produites alors que l'Empire ottoman subissait une transformation politique significative. La révolution des Jeunes-Turcs de 1908, au cours de laquelle les révolutionnaires ottomans ont pris le contrôle de l'État impérial, a suscité de nouveaux discours sur la liberté et l'association panislamique, qui ont eu des conséquences dans le monde musulman en général et au Maghreb en particulier. Les idées de la révolution des Jeunes-Turcs se sont en effet répandues au-delà de l'Empire ottoman et ont contribué à déstabiliser les territoires coloniaux limitrophes (Égypte, Tunisie, Algérie), témoignant ainsi du fait que les connexions transimpériales étaient effectivement politisées.

Au cours de la période allant de 1908 à 1914, de multiples manifestations mêlant idéologies panislamiques et anticoloniales ont été organisées. Dans certains cas, la politique ottomane s'est transposée dans les territoires adjacents, démontrant la nature poreuse des frontières étatiques. Ces politiques transfrontalières, bien que caractérisées par des idéologies et des discours distincts, témoignent des nombreuses circulations transimpériales entre l'Afrique du Nord française et le monde ottoman et musulman. L'Empire français englobait donc une pluralité de cadres spatiaux concurrents, reflétant ce que Jacques Revel a désigné comme

¹ Anderson Lisa (1986), *The State and Social Transformation in Tunisia and Libya, 1830-1980*, Princeton, Princeton University Press, pp. 114-32 ; Simon Rachel (1987), *Libya Between Ottomanism and Nationalism: The Ottoman Involvement in Libya During the War With Italy, 1911-1912*, Berlin, Klaus Schwarz Verlag.

² À part quelques exceptions notables : Clancy-Smith Julia (1997), *Rebel and Saint: Muslim Notables, Populist Protest, Colonial Encounter (Algeria and Tunisia 1800-1904)*, Berkeley, University of California Press ; Dewhurst-Lewis Mary (2013), *Divided Rule: Sovereignty and Empire in French Tunisia, 1881-1938*, Berkeley, University of California Press ; Arsan Andrew (2014), *Interlopers of Empire: The Lebanese Diaspora in French West Africa*, Oxford, Oxford University Press.

³ McDougall James (2006), *History and the Culture of Nationalism in Algeria*, Cambridge, Cambridge University Press, p. 31 ; Asseraf Arthur (2019), *Electric News in Colonial Algeria*, Oxford, Oxford University Press, p. 20.

⁴ Oualdi M'hamed (2017), « Une succession d'empires : Les historicités d'une société maghrébine (1860-1930) », *Annales: Histoire, Sciences sociales*, 72(4), pp. 1057-1079 ; Ouladi M'hamed (2020), *A Slave Between Empires: A Transimperial History of North Africa*, Columbia, Columbia University Press ; Grangaud Isabelle et Oualdi M'hamed (2016), « Tout est-il colonial dans le Maghreb ? Ce que les travaux des historiens modernistes peuvent apporter », *Revue d'Histoire moderne et contemporaine*, 62-63(2), pp. 133-156.

⁵ Clancy-Smith Julia (2011), *Mediterraneans: North Africa and Europe in an Age of Migration, 1800-1900*, Berkeley, University of California Press, p. 11.

les « jeux d'échelles⁶ ». Les pressions régionales et internationales, alimentées par ces mouvements qui débordaient les frontières étatiques, pouvaient ainsi compromettre la souveraineté et ébranler l'ordre social dans les colonies.

L'existence de ces jeux d'échelles est évidente dans l'abondance de la documentation produite par les fonctionnaires français pendant cette période. Les notes de renseignements et les rapports disponibles dans les archives coloniales françaises témoignent des connexions qui ont exercé une influence sur les sociétés post-ottomanes sous domination française⁷. À cet égard, des mouvements tels que le panislamisme n'étaient que la manifestation la plus visible de ces liens transimpériaux. À maintes reprises, les notes de renseignements mettent en lumière les liens religieux, économiques et sociaux qui venaient sans cesse entraver le fonctionnement de l'administration coloniale. Des rapports rédigés par des fonctionnaires coloniaux chargés de surveiller les militants musulmans et la presse montrent par exemple à quel point le passé ottoman est resté présent dans les mobilités et dans les influences supposées « étrangères » qui s'opposaient aux conceptions françaises de souveraineté et de juridiction coloniales. Ces rapports donnent ainsi un aperçu des réseaux politiques et religieux entre l'Afrique du Nord, la Méditerranée orientale et le sous-continent asiatique.

En se penchant sur les histoires croisées des empires nord-africains au début du xx^e siècle, cet article propose de remettre en question la représentation des formations impériales comme unités singulières et de la remplacer par un modèle polycentrique basé sur des interactions multiples entre centres impériaux et périphéries. Il s'agit de prendre en compte les réseaux transrégionaux fondés sur les liens religieux et intellectuels, et d'étudier comment ces liens ont créé des espaces alternatifs d'activisme politique à travers les empires ottoman, français, italien et anglais. À l'aune des réflexions impulsées par le « tournant transnational » de la recherche historique de ces dernières années, adopter une approche transrégionale permet de dégager de nouvelles perspectives sur les processus d'échange et d'interaction entre les empires et sur la manière dont ces interactions ont déstabilisé le régime impérial en Afrique du Nord.

Perturbations politiques d'Istanbul à Fès

Il est important de traiter la révolution des Jeunes-Turcs comme un événement mondial. En 1908-1909, le parti révolutionnaire du Comité d'Union et Progrès (CUP) renverse le gouvernement du sultan Abdülhamid et annonce son intention de créer un État libéral et moderne. La réaction dans le monde musulman est instantanée, provoquant des déclarations virulentes dans la presse arabe. Les administrateurs coloniaux sont déconcertés par les discussions sur la liberté révolutionnaire que l'événement suscite en Égypte et au Liban. Plus inquiétant encore pour les autorités françaises, le retentissement se répercute sur les colonies d'Afrique du Nord. En octobre 1908, il est évident que les Tunisiens s'inspirent des Jeunes-Turcs : « Le temps est venu où le sommeil ne vous est plus permis. Il est venu, le temps d'agir, de s'efforcer, de s'appliquer », annonce un journal tunisien⁸. De telles invocations ne sont d'ailleurs pas le seul message transmis aux musulmans. À mesure que la révolution ottomane s'approfondit, les manifestations de solidarité panislamique prolifèrent. Le discours de la révolution, à l'origine de nature libérale et cosmopolite, est en train de devenir plus nationaliste, d'autant plus que le nouveau gouvernement ottoman est ravagé par des conflits violents à la fois nationaux et internationaux.

À partir du moment où le CUP a pris le pouvoir, il fait face à des défis sur tous les fronts. Les religieux conservateurs et les mouvements séparatistes déstabilisent l'empire tandis que les actions des puissances européennes ne font qu'exacerber la situation. En 1908, la révolution sert comme prétexte à l'Autriche-Hongrie pour annexer la province ottomane de Bosnie, réalisant ainsi un objectif stratégique de longue date dans les Balkans. Désormais, l'Empire ottoman est perçu comme un État en proie à une désintégration rapide. Selon le député français Lucien Hubert, c'est une poudrière sur le point d'exploser. Il prévient qu'« on ne peut calculer l'étendue des réactions fanatiques qui se produiraient en certaines parties du domaine de l'Islam contre une mutilation nouvelle et peut-être fatale de l'empire ottoman⁹ ». Selon lui, la crise ottomane provoquera la montée des sympathies panislamiques. Son avertissement est confirmé par les événements qui se déroulent

⁶ Revel Jacques (1996), *Jeux d'échelles : la micro-analyse à l'expérience*, Paris, Gallimard.

⁷ Grangaud Isabelle (2009), « Prouver par l'écriture : propriétaires algérois, conquérants français et historiens ottomanistes », *Genèse : Sciences sociales et histoire*, 74(1), pp. 25-45 ; Oualdi M., « Une succession d'empires », art. cité, pp. 1057-1059.

⁸ Centre des Archives diplomatiques-Nantes (CADN), 1TU/1/V/1469, « Debout, ô mes compatriotes, debout ! », *L'Abou Guescha*, 1^{er} octobre 1908.

⁹ Hubert Lucien, « La Crise balkanique », *Correspondance d'Orient*, 15 octobre 1908.

à Istanbul l'année suivante. Au début de 1909, l'*ālim* (savant musulman) Mustafa Asim Effendi prononce un discours devant le parlement ottoman, demandant que le gouvernement poursuive l'association panislamique en tant que politique officielle. « Les Musulmans ont les yeux fixés sur nous », dit-il. Il poursuit en affirmant que « nous devons les convaincre que notre mission est de travailler à l'avenir de l'ottomanisme et aux intérêts moraux de l'islamisme¹⁰ ».

Le panislamisme ottoman constitue bien sûr une menace pour la présence française en Algérie et en Tunisie, ainsi qu'au Maroc. En 1907, en effet, il est clair que la pénétration « pacifique » du Maroc a échoué. De plus, l'opposition à la France au Maroc a des conséquences plus générales sur l'Afrique du Nord française. Le préfet d'Alger signale que des marabouts dans la colonie sont hostiles à l'invasion française et se mobilisent pour soutenir le sultan marocain¹¹. Le gouvernement marocain fait en outre appel à Istanbul au nom de l'unité panislamique. Bien qu'au début le gouvernement ottoman refuse de s'engager directement, des méthodes moins conventionnelles sont mises à la disposition des autorités de Fès. En Égypte, l'agent marocain Muhammad al-Muqri rencontre d'anciens généraux ottomans, victimes d'une purge peu de temps auparavant par le CUP. Le gouvernement ottoman exprime sa satisfaction de les envoyer à l'étranger, et le Maroc semble être la destination idéale. En 1909, l'officier Arif Tahir, nouvellement exilé en Égypte, retrouve al-Muqri au Caire et accepte d'aider à la formation des forces marocaines. En novembre, il arrive à Fès pour diriger une petite mission militaire. Mais, lorsqu'elles apprennent la présence de troupes étrangères, les autorités françaises s'opposent à la mission et ordonnent à Arif Tahir de quitter immédiatement le royaume¹².

Malgré l'insistance de la France, les membres de la mission militaire restent dans le pays et maintiennent la communication avec les ex-officiers au Caire. Pendant son bref séjour au Maroc, Tahir n'aide pas seulement le gouvernement marocain. Il s'occupe également de la création d'un club de jeunesse panislamique – Jeune Maghreb – composé d'Algériens, de Tunisiens, d'Égyptiens et de Marocains. L'existence de cette association clandestine est de courte durée, mais à son retour en Égypte, Tahir profite de son expérience pour former de jeunes Tunisiens et Algériens étudiants à l'université d'Al-Azhar au Caire, créant une nouvelle organisation appelée Unité maghrébine (*al-Ittihad al-Maghribi*). Au cours de l'année suivante, une section est créée à Tunis¹³. Le bureau du renseignement colonial surveille les mouvements dirigés par Tahir et ses associés à travers l'Afrique du Nord. Les informations concernant les activités de ces groupes qui ressortent de ces rapports ne sont pas claires. Cependant, toutes les données recueillies par les autorités montrent que l'Égypte est à la base des organisations panislamiques qui se sont développées dans tout le Maghreb depuis le début de la guerre au Maroc. Comme le dit François Charles-Roux en 1910, « même lorsqu'ils ne concordent pas absolument, les renseignements qui me parviennent de sources différentes concourent à attester une recrudescence du mouvement panislamique en Égypte à l'heure actuelle, spécialement parmi les musulmans originaires du Maghreb¹⁴ ».

Les renseignements français sont incapables d'identifier clairement les canaux et les cellules grâce auxquels l'Unité maghrébine a organisé ses réseaux. Cependant, ils sont convaincus que le groupe est une organisation paramilitaire chargée de recruter des musulmans nord-africains pour des conflits anticoloniaux¹⁵. Les réseaux panislamiques comme ceux mis en place par Aarif Tahir trouvent une terre féconde au Maghreb après le déclenchement du conflit militaire au Maroc. De plus, la connaissance plus précise de ces réseaux par les services de renseignements français met en évidence la participation des Jeunes-Turcs¹⁶. Toutefois, au moment où cette prise de conscience se fait sentir, il est déjà évident que la guerre marocaine n'est qu'un présage de ce qui arrivera bientôt.

¹⁰ CADN, 1TU/1/V/989, Consul de France à Salonique à Stéphen Pichon, 13 avril 1909.

¹¹ Archives nationales d'outre-mer (ANOM), Alger/2U/20, Préfet d'Alger au Gouverneur général, décembre 1907.

¹² Burke Edmund III (1972), « Pan-Islamism and Moroccan Resistance to French Colonial Penetration, 1900-1012 », *The Journal of African History*, 13(1), pp. 106-109 ; Moreau Odile (2016), « Aref Taher Bey: An Ottoman Military Instructor Bridging the Maghreb and the Ottoman Mediterranean », in O. Moreau et S. Schaar (dir.), *Subversives and Mavericks in the Muslim Mediterranean: A Subaltern History*, Austin, University of Texas Press, pp. 60-61.

¹³ CADN, 1TU/1/V/989, « Note : Panislamisme en Tunisie », 11 avril 1913.

¹⁴ Archives nationales de Tunisie (ANT), E 550, dossier 30/4, Charles Roux à Stéphen Pichon, 19 octobre 1910.

¹⁵ Burke E., « Pan-Islamism », art. cité, pp. 110-112.

¹⁶ ANT, series E, carton 550, dossier 30/4, Margerie à Dobler, Délégué à la résidence générale à Tunis, 28 août 1913.

Les circuits transimpériaux en pleine guerre

À la fin du XIX^e siècle, les élites politiques italiennes ne dissimulent pas leur désir d'établir un Empire africain. Le fait que des ressortissants italiens habitent en Algérie, en Tunisie et en Égypte amène les hommes politiques à envisager comme naturelle l'expansion italienne en Méditerranée. Cependant, ces aspirations sont profondément réduites à néant en raison de la présence française en Tunisie et de l'occupation britannique de l'Égypte. Après 1908, les Italiens pensent que le moment est venu de réaliser un nouveau projet impérial tandis que l'Empire ottoman est en crise. Les nationalistes se tournent alors vers les provinces ottomanes de Tripolitaine et de Cyrénaïque, la seule terre d'Afrique du Nord encore non réclamée par une puissance européenne¹⁷.

L'invasion et l'annexion de la Libye par l'Italie en novembre 1911 déclenchent une colère généralisée au sein des communautés musulmanes du monde entier. Du Maroc à l'Inde, les musulmans se déclarent publiquement en faveur du calife ottoman. Le gouvernement ottoman exploite cette résonance émotionnelle pour mener une guerre de défense¹⁸. Le CUP s'allie avec la confrérie soufie des Sanusiyya retranchés en Cyrénaïque pour recruter des combattants locaux et compte sur l'influence religieuse d'Ahmad al-Sharif al-Sanusi pour attirer le soutien étranger. Al-Sharif publie *Le désir de l'aide*, une brochure énonçant des arguments théoriques pour le jihad et les obligations du *mujāhid*. Ses prescriptions visent à changer le contexte du jihad afin de mobiliser les efforts de la communauté musulmane au-delà de l'Afrique du Nord. Selon Al-Sharif, les musulmans peuvent prendre les armes dans le jihad, mais ils peuvent également contribuer financièrement à aider la guerre, menant ainsi le jihad « avec de l'argent¹⁹ ».

Durant la guerre de Libye, cette rhétorique panislamique est nettement imprégnée d'un élément anti-occidental²⁰. Divers écrivains et porte-parole à travers le monde musulman adoptent de nouveaux arguments. Shakib Arslan, un Arabe syrien partisan du panislamisme ottoman, considère le conflit comme une opportunité de rallier la communauté musulmane autour du califat et contre l'impérialisme européen. Dans ses appels aux musulmans, Arslan parle de la guerre comme d'une lutte patriotique contre la domination occidentale : « Il faut que nous défendions notre patrie et nous espérons que nos efforts accroîtront la confiance de l'islam et attireront les martyrs à sa cause », déclare-t-il en 1911²¹. Des protestations et des manifestations anti-italiennes sont organisées dans le monde entier : « il n'y a aucun musulman dans ce monde aujourd'hui qui pourrait dire qu'il n'a pas une douleur très profonde dans son cœur par cette action barbare de l'Italie contre la Turquie », affirme un communiqué rédigé par les musulmans en Afrique du Sud²². Une proclamation signée par les « Frères de l'Islam habitant en Allemagne » est aussi diffusée au niveau international, incitant les musulmans à apporter un soutien « matériel et moral » au gouvernement ottoman : « Les Mahométans sont des frères qui se doivent aide et protection les uns et les autres », déclare-t-elle²³. Ces textes, ainsi que d'autres déclarations, sont également lus à haute voix dans les salles de prière et les mosquées, puis parfois imprimés dans les journaux, incitant la communauté musulmane mondiale à agir.

L'expérience de Muhammad Wali Khan, un journaliste de Peshawar, témoigne du pouvoir d'une telle rhétorique. En 1912, il voyage à Tripoli, à Istanbul et en Égypte en tant que correspondant de guerre pour la presse indienne. Venant du Pendjab, il a été exposé aux sentiments panislamiques de la presse indienne, sentiments précurseurs du mouvement Khilafat qui va déstabiliser l'Inde après la Première Guerre mondiale. En Cyrénaïque, il prend les armes contre les Italiens et l'année suivante rentre à Peshawar avec l'intention de recruter des combattants pour ensuite continuer la lutte à Benghazi. Mais ses plans ne se sont jamais concrétisés, car Wali Khan s'impliquera plutôt dans l'organisation d'un fonds de secours ottoman et dans

¹⁷ Finaldi Giuseppe (2017), *A History of Italian Colonialism, 1860-1907: Europe's Last Empire*, Londres, Routledge ; Choate Mark I. (2005), *Emigrant Nation : The Making of Italy Abroad*, Cambridge, Harvard University Press, pp. 32-35 ; McCollum Jonathan (2015), « Reimagining Mediterranean Spaces: Libya and the Italo-Turkish War, 1911-1912 », *Diacronie*, 23(3), pp. 2-8 ; Parlato Giuseppe (2013), « The War in Libya and Italian Nationalism », in L. Micheletta et A. Ungari (dir.), *The Libyan War, 1911-1912*, Newcastle, Cambridge Scholars, pp. 39-58.

¹⁸ Anderson L., *The State and Social Transformation...*, *op. cit.*, pp. 114-132.

¹⁹ Vikør Knut S. (2015), « Religious Revolts in Colonial North Africa », in D. Motadel (dir.), *Islam and the European Empires*, Oxford, Oxford University Press, pp. 181-182.

²⁰ Aydin Cemil (2017), *The Idea of the Muslim World: A Global Intellectual History*, Cambridge, Harvard University Press, pp. 97-117.

²¹ Cleveland William L. (1985), *Islam Against the West: Shakib Arslan and the Campaign for Islamic Nationalism*, Austin, University of Texas Press, p. 21.

²² « Cape Muslims and the War », *The Cape Times Weekly Addition*, 11 octobre 1911.

²³ CADN, 1TU/1/V/998, traduction.

la création d'un « club musulman » à Peshawar²⁴. Les autorités britanniques le surveillent néanmoins avec appréhension, notant que son expérience à l'étranger a radicalisé ses perspectives politiques et l'a rendu « enclin à parler contre les Anglais et les Européens ». Son ambition est de créer « une république mahométane englobant l'ensemble du monde mahométan, affirme-t-il, et seul le califat islamique peut fournir cette unité²⁵ ». Il s'agit, selon lui, « du monde islamique qui aiderait la Turquie à maintenir son prestige parmi les nations de la terre²⁶ ».

Si Muhammad Wali Khan n'est que l'un des nombreux écrivains et militants musulmans à répondre à l'appel au soutien international en provenance de Libye, l'aide prend également la forme d'efforts humanitaires. La société du Croissant-Rouge est déployée par l'État ottoman comme auxiliaire des unités médicales de l'armée et de la marine. Elle gère des hôpitaux de campagne pour les blessés et renforce le patriotisme ottoman, car les professionnels sanitaires et les fonctionnaires sont invités à démontrer leur service à la nation ottomane (*vatan*) et à la communauté musulmane²⁷. De 1911 à 1914, diverses organisations islamiques sont créées pour faciliter la coopération et les activités liées à ce type d'aide, la plupart grâce à des initiatives indépendantes. Les musulmans indiens recueillent aussi plus de 17 millions de dollars grâce aux abonnements locaux et aux dons pour le Croissant-Rouge ottoman entre 1912 et 1914²⁸. Sans surprise, le Bureau indien est méfiant à l'égard de telles activités, car il considère cet activisme humanitaire comme un subterfuge pour l'organisation politique internationale. En rendant compte de ces activités, il déclare que « presque tous les Indiens qui [visitent] Constantinople [rentrent] dans ce pays manifestement préparés à servir les Turcs pour répandre les principes du panislamisme²⁹ ».

Le conflit libyen marque un tournant dans la politique du panislamisme, dans la mesure où il mobilise des réseaux politiques et humanitaires internationaux à une échelle inédite. Pourtant, il marque aussi une nouvelle phase dans l'évolution de la révolution des Jeunes-Turcs commencée en 1908. Pour repousser l'invasion italienne, le CUP a en effet abandonné son libéralisme cosmopolite pour embrasser une idéologie panislamique plus vigoureuse³⁰. Le sentiment prévaut dorénavant que c'est « le devoir de chaque musulman d'aider les Turcs », comme l'affirme le rédacteur Lahori Maolwi Mahub Alam³¹. De plus, tandis que les imams dénoncent l'invasion italienne dans les mosquées et que les journalistes dénoncent l'agression injustifiée de l'Italie contre les Ottomans, les répercussions de l'invasion commencent à toucher la France.

Les effets se font tout de suite sentir à Paris où les émigrés ottomans déclarent leur soutien à la « nation ottomane ». Par exemple, l'exilé syrien Georges Samné et les Amis de l'Orient – une association franco-ottomane dirigée par des exilés syriens dans la ville – condamnent l'Italie pour son « acte vil », formulant leurs arguments dans le langage des droits nationaux et de souveraineté³². Début octobre, les Amis de l'Orient forment des comités et organisent une réunion au bureau du journal *La Dépêche coloniale*. S'adressant à une foule composée de diplomates ottomans et de dignitaires français, le comité des Amis de l'Orient annonce son objectif de rassembler tous ceux qui « s'intéressent au progrès social des nations et au développement des relations utiles avec tous les pays d'Islam ». Présent à la réunion, le sénateur Pierre Baudin déclare que « le devoir de neutralité » ne doit pas empêcher les Français « d'affirmer hautement » leurs sympathies pour l'Empire ottoman³³. D'autres observateurs sont d'accord. Le même jour, une deuxième réunion « turcophile » est organisée par les socialistes à l'hôtel des Sociétés savantes, avec quelque 1500 personnes présentes.

²⁴ India Office Records (IOR), L/PS/11/62 (P3682/1913), Kitchener à E. Grey, 16 février 1913.

²⁵ IOR/L/PS/11/62 (P3682/1913), « Criminal Intelligence Office: History Sheet of Qazi Abdul Wali Khan up to Mai 1913 », pp. 1-3.

²⁶ IOR/L/PS/11/62 (P3682/1913), Kitchener à E. Grey, 16 février 1913.

²⁷ Başağaoğlu Ibrahim et Ataç Adnan (2002), « Activities of the Ottoman Hilal-i Ahmer (Red Crescent) Association in the Ottoman-Italian War (1911-1912) », *Marmara Medical Journal*, 15(2), pp. 139-143 ; Özbek Nadir (2007), « Defining the Public Sphere During the Late Ottoman Empire: War, Mass Mobilization and the Young Turk Regime (1909-1918) », *Middle Eastern Studies*, 43(5), p. 805.

²⁸ O'Sullivan Michael (2018), « Pan-Islamic Bonds and Interest: Ottoman Bonds, Red Crescent Remittances and the Limits of Indian Muslim Capital, 1877-1924 », *The Indian Economic and Social History Review*, 55(2), p. 184.

²⁹ IOR/L/PS/11/62 (P3682/1913), « Notes on the Panislamic Movement and its Effect on Political Agitation in India », 19 mars 1914.

³⁰ Zürcher Eric J. (2010), *Turkey: A Modern History*, Londres, I.B. Tauris, pp. 102-103 ; McMeekin Sean, *The Berlin-Baghdad Express: The Ottoman Empire and Germany's Bid for World Power*, Cambridge, Harvard University Press, pp. 74-75.

³¹ IOR/L/PS/11/62 (P3682/1913), « Notes on the Panislamic Movement and its Effect on Political Agitation in India », 19 mars 1914, p. 4.

³² « Appel du Comité Union et Progrès à l'opinion publique européenne », *Correspondance d'Orient*, 15 octobre 1911.

³³ « Au Comité de l'Orient », *Correspondance d'Orient*, 15 octobre 1911.

L'assemblée adopte à l'unanimité une résolution déclarant que les Ottomans ne peuvent se voir refuser les « droits du peuple » et lit à haute voix les déclarations de soutien de personnalités françaises comme l'écrivain Anatole France et l'historien Gabriel Séailles³⁴.

Ainsi, des organisations comme les Amis de l'Orient fournissent aux Ottomans des canaux informels d'influence dans la capitale française. La question est de savoir si ces groupes peuvent exercer une influence effective sur l'opinion publique française et, finalement, sur le gouvernement. Selon Suleiman Bustani, émissaire ottoman à Paris, ces groupes de pression de nature transimpériale pourraient s'avérer efficaces. Bustani avait en effet été envoyé à Paris en février pour sonder l'opinion française sur la guerre. Après avoir rencontré des notables politiques comme l'ancien premier ministre Alexandre Ribot et l'ancien résident général de France en Tunisie Stephen Pichon, il est convaincu que l'Empire est soutenu dans certains cercles. Il estime également que collaborer avec de petits groupes comme ceux de Paris « produira le meilleur effet³⁵ ». Pourtant, à son avis, il est essentiel de regrouper ces petits cercles : « Avec quelques efforts, il ne me serait pas impossible d'organiser ici un comité permanent de défense des intérêts de l'Empire ottoman », conseille-t-il à la légation ottomane à Bruxelles³⁶.

Si le gouvernement ottoman concentre son attention sur Paris, la guerre n'est pas seulement un problème diplomatique pour la France. En effet, la Libye n'est pas une crise lointaine pour les administrations coloniales et l'impact de la guerre se fait sentir aussitôt en Afrique du Nord. Les fonctionnaires ottomans et les marchands arabes se déplacent régulièrement entre le protectorat tunisien et la Tripolitaine. De plus, suite à la déclaration de guerre, un flot de réfugiés tripolitains que l'administration française n'est pas prête à gérer franchit la frontière tunisienne. Comment traiter ces groupes au vu du statut de neutralité de la France ? En vertu de la convention de La Haye, les individus exerçant des fonctions administratives civiles ne sont pas classés comme belligérants, ce qui permet à l'administration française d'autoriser les « individus isolés » à traverser librement la Tunisie. Cependant, les groupes plus nombreux sont une autre question et sont classés comme « belligérants » selon les termes de la convention internationale. C'est aussi le cas de toutes les unités militaires « momentanément disloquées » sur le territoire tunisien³⁷. Les autorités surveillant la frontière imposent ces restrictions au mieux de leurs capacités. Lorsque Rehouma En Najjar, habitant de Ben-Gardane, une localité située à une cinquantaine de kilomètres de la frontière libyenne, est découvert en train de cacher des officiers ottomans en décembre 1911, la police française lui inflige une peine de quinze jours de prison³⁸. Au cours des mois suivants, plusieurs Tunisiens des environs de Ben-Gardane sont aussi sanctionnés par les autorités coloniales pour des infractions concernant l'aide clandestine à des étrangers ou l'approvisionnement de détachements ottomans³⁹.

Que les Tunisiens soient prêts à défier les ordres et porter assistance à des soldats ottomans est troublant pour l'administration coloniale. De plus, les enquêtes sur ces activités mettent en évidence l'existence de réseaux locaux qui apportent la preuve que ces opérations transfrontalières ne sont ni isolées ni limitées aux villes comme Ben-Gardane. Durant la guerre, les agents à Tunis tirent ainsi profit de l'aide aux personnes qui franchissent la frontière tuniso-libyenne et de la remise d'armes aux combattants au nez et à la barbe des autorités françaises⁴⁰. Les fusils européens circulent librement dans la région et sont facilement accessibles dans les rues de Tripoli et Benghazi, se vendant entre quinze et vingt francs⁴¹. Le commerce clandestin des armes est une source constante de frustration pour les officiels qui entendent maintenir leur neutralité. En décembre 1911, les autorités anglaises en Égypte révèlent que les Ottomans font passer des cargaisons en Libye via le Croissant-Rouge⁴². Peu de temps après cette révélation, les garde-côtes français en Tunisie s'emparent

³⁴ « Manifestation en faveur de la Turquie », *La Jeune Turquie*, 11 octobre 1911.

³⁵ Ottoman Diplomatic Correspondence, Centre for Political History-Antwerp (OD-PoHis), HR.SYS-224-4, Suleiman Bustani à Moustafa Assim Bey, 7 février 1912.

³⁶ OD-PoHis, HR.SYS-224-4, Suleiman Bustani à Moustafa Assim Bey, 28 février 1912.

³⁷ CADN, 1TU/1/V/325, « Guerre italo-turque : Décisions prises pour l'application des conventions de La Haye et la surveillance du territoire », 1912, télégramme 357.

³⁸ CADN, 1TU/1/V/325, « Guerre italo-turque : Décisions prises pour l'application des conventions de La Haye et la surveillance du territoire », lettre n° 303, Résident général au Commandant militaire, 19 décembre 1911.

³⁹ CADN, 1TU/1/V/325, « Guerre italo-turque : Décisions prises pour l'application des conventions de La Haye et la surveillance du territoire », lettre 312, Resident General to Commandant militaire, 22 décembre 1911 ; CADN, 1TU/1/V/998, « Note pour le Résident général : Direction de la Sûreté publique », 12 janvier 1912.

⁴⁰ CADN, 1TU/1/V/989, « Note : Panislamisme en Tunisie », 11 avril 1913.

⁴¹ « Dans le camp ottoman », *L'Écho d'Oran*, 24 novembre 1911.

⁴² « Le Croissant-Rouge déguisait la contrebande de guerre », *La Tunisie française*, 18 décembre 1911.

d'un bateau transportant vingt-cinq tonnes de cartouches pour fusils Mauser au large des îles Kerkennah, à cinquante kilomètres de Sfax⁴³. Cependant, pour chaque cargaison confisquée par les autorités, d'autres pénètrent le territoire. Les autorités coloniales qui désirent contenir le conflit et maintenir leur neutralité font ainsi face à un combat difficile.

Tandis que l'Italie resserre son étreinte sur la Tripolitaine en 1912, le personnel militaire ottoman voit son accès à la Libye restreint. Se faire passer pour des administrateurs ou des hommes d'affaires « civils » devient en effet de plus en plus difficile, ce qui encourage les fonctionnaires et agents ottomans à rechercher d'autres moyens de déplacement. Au milieu de 1912, des militaires ottomans voyagent en bateau d'Istanbul à Tunis via Marseille afin de contourner les autorités italiennes. Le triangle Istanbul-Marseille-Tunis, bien que peu pratique, permet alors d'accéder à la Tripolitaine par le côté français⁴⁴. Or, cette circulation d'agents militaires ottomans à travers la Tunisie crée de nouvelles insécurités. Les résidents européens de la Tunisie, perpétuellement mécontents du gouvernement du protectorat, formulent plusieurs remarques sur le risque sécuritaire posé par la porosité de la frontière ottomane. Henri Tridon, journaliste connu pour ses ripostes combatives dans *La Tunisie française*, attire par exemple l'attention du public sur l'afflux de sujets ottomans dans le protectorat : « Avant le conflit italo-turc, la venue en Tunisie d'un officier ottoman était un événement tout à fait exceptionnel, depuis quelques jours ils arrivent par fournées », écrit-il⁴⁵. Selon Tridon, ces hommes cherchent à recruter de jeunes combattants parmi les musulmans tunisiens, qui apporteraient avec eux une idéologie panislamique radicale. Au cours des semaines suivantes, *La Tunisie française* publie des avertissements répétés sur l'incursion de « touristes » turcs en Tunisie. Les agents ottomans sont accusés d'exciter le « fanatisme » arabe et de lever une armée de volontaires qui « tous les jours viennent nombreux s'enrôler sous la bannière du Sultan⁴⁶ ». En décembre, l'urgence atteint son paroxysme lorsque le journaliste Armand Ravelet affirme que si le gouvernement français n'intervient pas tout de suite contre ces activités, « les militaires turcs prendront la Tunisie⁴⁷ ». Les journalistes, en affirmant que la rhétorique jihadiste émanant de la Libye pourrait avoir de grandes conséquences pour la région, contribuent à susciter des craintes au sein de la communauté européenne. Et ils l'encouragent à faire pression sur le gouvernement pour qu'il sécurise la frontière.

Quant au gouvernement français, il se rend compte de ces dangers et tente d'exercer davantage de contrôle sur ces mouvements transfrontaliers. En janvier, quatre indigènes d'Oued et Touzaine sont arrêtés pour avoir tenté de rejoindre les bataillons turco-arabes en Tripolitaine⁴⁸, alors qu'à Accra deux indigènes tunisiens sont surpris en train de revenir du front⁴⁹. Les mesures disciplinaires y sont un frein, mais elles n'empêchent pas des volontaires algériens et tunisiens de prendre les armes en Libye. Ceux-ci sont généralement de jeunes hommes nord-africains âgés de 18 à 25 ans qui ont été motivés par les exhortations des autorités religieuses ou inspirés par la rhétorique panislamique qui envahit la presse arabe. La plupart de ces volontaires ne se sont jamais rendus en Tripolitaine. Le voyage du Maroc ou de l'Algérie est en effet épuisant et la détermination s'affaiblit souvent au cours du trajet. Ceux qui parviennent à destination reçoivent un entraînement de base et sont placés sous le commandement des militaires ottomans⁵⁰.

Malgré les allégations de la presse coloniale, le gouvernement ottoman ne dispose d'aucun moyen officiel pour recruter des combattants. Les volontaires sont soit motivés par des raisons personnelles, soit recrutés par des agents locaux. Le conflit militaire en Tripolitaine entraîne aussi des répercussions sur les États voisins, d'autant plus que les appels au jihad et à l'unité panislamique se multiplient et encouragent les solidarités transfrontalières. Comme le découvrent les officiers du service de renseignement, les armes et les individus font des allers-retours à travers la frontière tuniso-libyenne, et ces activités révèlent les vulnérabilités du protectorat français tunisien, voire la fragilité de tout l'Empire musulman français d'Afrique du Nord. En effet, la guerre libyenne s'est transformée rapidement en un enjeu régional. Les autorités françaises en Tunisie peuvent essayer de contrôler la frontière, mais peuvent-elles atténuer les conséquences de la guerre à

⁴³ CADN, 1TU/1/V/325, Télégramme de Sfax, 41-50-9-19-40, 1912.

⁴⁴ CADN, 1TU/1/V/998, « Note : Sûreté publique », 6 mai 1912 ; « Note : Direction de la Sûreté publique », 23 mars 1912.

⁴⁵ Tridon Henri, « Que doit être notre neutralité dans le conflit italo-turc ? », *La Tunisie française*, 5 novembre 1911.

⁴⁶ « Les officiers trucs », *La Tunisie française*, 8 novembre 1911.

⁴⁷ Ravelet Armand, « Trop de Turcs nuits », *La Tunisie française*, 7 décembre 1911.

⁴⁸ CADN, 1TU/1/V/325, « Guerre italo-turque : Décisions prises pour l'application des conventions de La Haye et la surveillance du territoire », télégramme n° 5660, 25 juin 1912.

⁴⁹ CADN, 1TU/1/V/325, « Guerre italo-turque : Décisions prises pour l'application des conventions de La Haye et la surveillance du territoire », télégramme n° 298, Délégué de la division générale, 30 juillet 1912.

⁵⁰ CADN, 1TU/1/V/997, Capitaine Desvaux, « La Guerre italo-turque en Tripolitaine ».

l'intérieur du territoire ? Un rapport du contrôleur civil de Grombalia en mai 1912 ne se montre pas encourageant à ce sujet. Il affirme que la propagande panislamique s'est répandue depuis le début du conflit et que les Tunisiens y semblent réceptifs. Ce rapport précise aussi que « les habitants sont convaincus que l'issue de cette guerre sera favorable à leurs coreligionnaires et que l'Italie ne pourra pas longtemps leur résister. Toutes leurs sympathies vont aux contingents qui luttent contre les Italiens⁵¹ ».

Le conflit libyen et l'Afrique du Nord française

L'effondrement de l'autorité en Libye a des conséquences sérieuses pour l'Afrique du Nord coloniale. Les fonctionnaires coloniaux sont notamment confrontés à des affrontements entre les communautés musulmanes et européennes pendant que la guerre se manifeste au sein de la population coloniale. Ils doivent également faire face à une crise de réfugiés qui exige leur attention. Les problèmes sont multiples et semblent s'aggraver chaque jour à mesure que la guerre se poursuit.

La décision de l'Italie d'annexer la Libye soulève une question centrale : le gouvernement italien aura-t-il le droit de déclarer les Libyens sujets italiens ? Si tel est le cas, cela signifierait que les résidents libyens et les réfugiés en Tunisie seront considérés comme des « Européens » en vertu de la loi, ce qui ferait augmenter la population italienne dans le protectorat. Cette solution ne permettra pas seulement au gouvernement italien d'utiliser la population libyenne comme un levier diplomatique. Tant que les Libyens seraient considérés comme des « Européens », cela leur donnerait aussi accès aux tribunaux français. Les musulmans tunisiens, en revanche, restent soumis à la juridiction indigène en ce qui concerne la loi et les impôts. Les Libyens risquent donc de renverser les catégories coloniales qui distinguent les « Européens » des « indigènes ». Ainsi, il n'est pas inconcevable que conférer des droits européens aux Arabes puisse provoquer des revendications d'égalité parmi les Tunisiens indigènes et mette l'accent sur l'inégalité qui sous-tend la domination coloniale française⁵². La France sait bien que les affrontements entre les communautés européennes et arabes en Tunisie constituent une menace pour l'ordre public, renforcée par les répercussions de la guerre italo-turque.

La neutralité prétendue du gouvernement provoque une réaction dans les colonies. On peut s'apercevoir que la neutralité n'implique pas forcément un refus de s'engager dans le conflit. Comme le souligne un journal colonial algérien, « notre Gouvernement ne dit toujours rien » et dans les circonstances « il a l'air d'approuver » l'invasion italienne⁵³. Quoique la France procède avec prudence, les événements dans les colonies ont leur propre dynamique. À partir du déclenchement de la guerre, en effet, les nationalistes italiens se mobilisent pour l'acquisition d'une *quarta sponda* (ou « quatrième rivage ») pour l'Italie en Afrique du Nord⁵⁴. Selon le journal italien *La Stampa*, il n'y a guère d'amitié entre l'Italie et la France : « L'Italie qui s'étend en Méditerranée, ne peut avoir qu'un ennemi naturel, qui est la France », peut-on y lire⁵⁵. La *realpolitik* et la rivalité impériale sont bien présentes jusque dans les civilités diplomatiques. Le fait qu'une population italienne assez importante habite en Algérie et en Tunisie est un sujet de vive préoccupation alors que le nationalisme italien alimenté par la guerre se propage.

Face à l'éclatement de protestations musulmanes contre l'invasion italienne, le gouvernement français est alors tiraillé entre des camps opposés. Les musulmans algériens se plaignent du harcèlement exercé par les résidents italiens et espagnols, justifié par des idées de supériorité « latine ». Le réformateur algérien Benali Fékar exprime par exemple librement son mécontentement face à cette situation, citant les manifestations récentes des Italiens à Alger et ailleurs, qu'il juge répréhensibles. Les musulmans algériens se sont révélés être des sujets loyaux contrairement à de nombreux résidents européens de la colonie, plaide-t-il. Pourquoi le gouvernement français ne fait-il pas plus pour freiner ces manifestations ? Il déclare que « nous n'entendons nullement abdiquer nos droits ni souffrir plus longtemps d'être traités sur un pied d'inégalité flagrante des immigrants italiens ou espagnols⁵⁶ ». La réticence de la France à condamner l'agression italienne est également un problème qui éloigne de nombreux musulmans du gouvernement. Dans un écrit publié dans le journal algérien *L'Islam*, un soi-disant « Moslim » exprime sa consternation devant l'incapacité de la France à comprendre l'indignation des musulmans. Le mécontentement des musulmans algériens n'est pas lié à

⁵¹ ANT, séries E, carton 550, dossier 30/1, Contrôleur civil de Grombalia à Alapetite, 25 juin 1912.

⁵² Dewherst-Lewis M., *Divided Rule...*, *op. cit.*, pp. 103-105.

⁵³ Vadroit Jacques, « D'Agadir à Cagliari », *Courrier de Tlemcen*, 26 janvier 1912.

⁵⁴ McCollum J., « Reimagining Mediterranean Spaces », art. cité, pp. 2-3.

⁵⁵ « À propos du récent incident franco-italien », *L'Écho de Bougie*, 28 mars 1912.

⁵⁶ Fékar Benali, « Notre loyalisme », *L'Islam*, 25 février 1912.

un attachement panislamique fanatique, mais plutôt fondé sur le sentiment d'injustice suscité par l'attaque italienne. « Espérons [...] que la France tienne désormais compte du sentiment des vingt millions de sujets musulmans qu'elle a adopté chaque fois que sa politique mondiale aura à manifester son activité dans les questions qui intéressent tous les indigènes du nord de l'Afrique », précise l'auteur⁵⁷.

Le soutien des musulmans à la cause ottomane se manifeste avec énergie. Ceux-ci placardent des affiches aux portes des cafés arabes, dans les rues de la place du Gouvernement et dans les mosquées d'Alger, exhortant leurs coreligionnaires à soutenir financièrement le Croissant-Rouge et à organiser des boycotts contre l'Italie⁵⁸. Ces efforts humanitaires sont impressionnants : « l'élan de charité qui se manifeste dans les pays musulmans en faveur de nos frères victimes des événements tripolitains, nous fait un devoir de faire appel aux nobles sentiments de la Colonie pour adoucir le long martyrologe de ceux qui souffrent là-bas, tombés les armes à la main, pour la défense du Sol natal », déclarent les rédacteurs de *L'Islam*⁵⁹. Les thèmes récurrents du martyr et du sacrifice, qui sont très courants dans la rhétorique jihadiste, sont ici réinterprétés pour tenir compte des loyautés coloniales et des expressions de soutien public. Benali Fékar loue ainsi la forte démonstration de solidarité musulmane qui s'est manifestée à Tlemcen en notant que « la population se saigne à blanc pour secourir les blessés ottomans⁶⁰ ! ». La campagne de souscription algérienne récolte au total 410 000 francs, tandis que les campagnes indépendantes menées en Tunisie et au M'zab lèvent des fonds supplémentaires⁶¹.

Les sympathies panislamiques sont également fortes en Tunisie, où le conflit libyen se manifeste dans la politique coloniale de manière encore plus dramatique. En réponse à la guerre, l'activiste Ali Bash-Hamba crée le journal *L'Union islamique* avec l'intention de mobiliser les musulmans tunisiens et de renforcer le soutien à l'Empire ottoman. Il prend soin de préciser qu'un « islam uni » ne cherche pas à fomenter l'hostilité envers les chrétiens ou à fragiliser le protectorat français⁶². En défendant sa position, Bash-Hamba souligne les liens émotionnels qui ont poussé les musulmans à protester contre ce qu'ils perçoivent comme une grande injustice : « En Tunisie, aussi bien que partout ailleurs, la guerre actuelle affecte douloureusement les musulmans. Peut-on, en toute justice, nous demander de rester impassible devant le massacre de nos frères tripolitains⁶³ ? » Bash-Hamba n'est pas une voix isolée. Son appel est représentatif de nombreux musulmans tunisiens qui s'adressent à la presse et ouvrent leurs portefeuilles pour soutenir le peuple tripolitain en souffrance.

Les effusions de sympathies panislamiques se heurtent toutefois à de fortes manifestations de soutien à l'Italie. Comme le dit Henri Tridon, un « délire sacré » semble s'être abattu sur les résidents italiens⁶⁴. Dans les villes de la Régence, les Italiens s'opposent aux musulmans, faisant écho aux sentiments anti-arabes et anti-musulmans véhiculés dans les discours politiques et dans la presse. En octobre 1911, par exemple, un groupe d'Italiens ivres conduit une voiture à travers les quartiers musulmans de Bizerte en criant *Viva l'Italia!* et en jetant des légumes sur les piétons, produisant une « pénible impression » chez les musulmans⁶⁵. Ailleurs, la violence est plus manifeste. À Tabarka, au mois de novembre, l'Italienne Manca Giovanni Raymondo tire trois coups de feu sur des vaches appartenant à un indigène tunisien « sans aucun motif plausible », selon la police. Le même mois, le résident italien Scola Gasparo tire aussi des coups de feu sur des marins indigènes qui se tenaient sur les quais du port⁶⁶. Dans les villes, des foules d'Italiens jettent des pierres aux piétons musulmans, ciblant hommes, femmes et enfants sans distinction. « Cette animosité contre les indigènes existe réellement chez les Italiens », affirme le journal *Al-Zuhra*, qui demande à la Direction de la Sûreté de prendre des mesures contre ces responsables afin de « protéger et tranquilliser la population musulmane⁶⁷ ».

Les musulmans tunisiens ne sont cependant pas passifs. En réponse, ils organisent des manifestations et expriment leur colère dans la presse. En octobre, des boycotts sont organisés contre les magasins italiens

⁵⁷ « La Guerre italo-turque et le sentiment des musulmans algériens », *L'Islam*, 10 mars 1912.

⁵⁸ « Les musulmans d'Alger et les événements de Tunis », *La Tunisie française*, 14 novembre 1911.

⁵⁹ « Souscription au profit des blessés victimes du conflit italo-turc », *L'Islam*, 18 février 1912.

⁶⁰ Fékar Benali, « Notre loyalisme », *L'Islam*, 25 février 1912.

⁶¹ CADN, 1TU/1/V/990, Compte rendu analytique de la presse tunisienne, *La Zahra*, 6 avril 1912 ; Christelow Allan (2016), *Algerians Without Borders: The Making of a Global Frontier Society*, Gainesville, University of Florida Press, p. 85.

⁶² CADN, 1TU/1/V/998, Press arabe tunisienne, « L'Union islamique », n° 4, 30 octobre 1911.

⁶³ « Lettre de M. Bach Hamba », *Le Temps*, 9 avril 1912.

⁶⁴ Tridon Henri, « L'Italie en Tripolitaine et le point de vue français », *La Tunisie française*, 12 octobre 1912.

⁶⁵ CADN, 1TU/1/V/998, Contrôleur civil de Bizerte à Alapetite, 17 octobre 1911.

⁶⁶ ANT, séries E, carton 550, dossier 13/2, Contrôleur civil suppléant, Chef d'annexe à Tarbaka au Délégué à la résidence générale, 30 novembre 1911.

⁶⁷ CADN, 1TU/1/V/990, Compte rendu analytique de la presse tunisienne, « Les attentats des Italiens », *Zohra*, 15 avril 1912.

dans le cadre d'une campagne internationale lancée pour faire pression sur le gouvernement européen⁶⁸. Le journal *La Tunisie française* dirigé par des colons n'hésite pas à attribuer ces boycotts et ces manifestations aux « émissaires turcs » qui constituent une menace pour le protectorat⁶⁹. L'arrivée du personnel du Croissant-Rouge à Sfax au début de 1912 est par exemple l'occasion de grandes manifestations en faveur de l'Empire ottoman qui remettent en question la loyauté des Tunisiens⁷⁰. Une grande partie du reportage de *La Tunisie française* tire son contenu du journal italien *L'Unione : Patria e Unione Riunite*, qui a un bureau sur l'avenue Jules Ferry à Tunis. Ce journal en langue italienne est également distribué en Algérie et dans le sud de l'Italie, ce qui lui confère une large influence parmi les populations italiennes dispersées en Méditerranée. Le rédacteur en chef, Corrado Masi, est un nationaliste réputé et partisan de l'expansion coloniale italienne que les autorités françaises soupçonnent d'être un agent rémunéré du bureau politique italien en Tripolitaine⁷¹. Tout comme la presse italienne, les journaux coloniaux mettent aussi en garde contre le parti « turcophile » qui s'est retranché en Tunisie et critiquent ouvertement le résident général, Gabriel Alapetite, pour son échec à réprimer l'activisme musulman. En suscitant un discours anti-indigène parmi les Européens, le journal *La Tunisie française* affirme que les musulmans forment des gangs, chassent les Italiens dans les rues et utilisent des armes à feu⁷². Selon Henri Tridon, rédacteur de *La Tunisie française*, une politique essentiellement « forte et prudente » de la part du gouvernement est nécessaire pour empêcher l'influence ottomane de se répandre dans le protectorat⁷³. « Aujourd'hui c'est l'Italie qui est visée, demain ce sera la France », prévient-il⁷⁴.

Ce discours anti-indigène donne l'effet escompté⁷⁵. Les nouvelles concernant les bagarres dans la rue et les gangs musulmans tirant au pistolet affolent les résidents européens. En écrivant au résident général à la fin de 1911, le contrôleur civil de Sfax demande une présence militaire dans la région pour éviter un débordement de violence soudain. Il propose même de faire distribuer 100 armes à des colons pour leur autodéfense. S'il assure que pour le moment tout est tranquille dans la région, il craint en effet que « d'un jour à l'autre une querelle insignifiante, d'individu à individu, peut dégénérer en rixe beaucoup plus grave et faire naître sur un point de mon territoire, des événements regrettables⁷⁶ ».

Le maintien de la paix en Tunisie pose ainsi un défi redoutable à la France. Le gouvernement français s'est peut-être déclaré neutre dans la guerre libyenne, mais il est évident que cette neutralité ne pouvait pas protéger l'Empire français du violent conflit à sa frontière orientale. Malgré les efforts pour la contenir, la guerre italo-turque déborde en Tunisie et se manifeste par des conflits communautaires qui déchirent le tissu social. Le gouvernement français se retrouve constamment pris entre deux feux pendant que des mouvements transimpériaux comme le panislamisme et le nationalisme bouleversent la région. Les violences communautaires révèlent ainsi que ces flux transimpériaux pouvaient être facilement convertis en flux transpolitiques. Depuis le tout début de la guerre, en effet, les colonies ont été entraînées dans l'orbite des luttes politiques extérieures. Du point de vue des fonctionnaires et des administrateurs coloniaux sur place, l'Empire semble donc être en train de s'effriter.

Les agitations politiques en Afrique du Nord de 1908 à 1914 éclairent la façon dont les répercussions de la révolution des Jeunes-Turcs et du conflit italo-turc se sont manifestées à l'échelle régionale. L'étude de ces événements permet ainsi de mettre en lumière l'histoire interconnectée des empires et de révéler la nature et la portée des mouvements transimpériaux et des réseaux politiques au début du xx^e siècle dans le bassin méditerranéen. Comme l'attestent les activités des musulmans et des colons, les liens religieux, nationaux et journalistiques ont en effet servi de canaux qui ont favorisé l'expression de solidarités transfrontalières et la création d'espaces alternatifs pour l'activisme politique. Dans ces circonstances, les flux transimpériaux se

⁶⁸ « L'agitation islamique », *Le Temps*, 30 octobre 1911.

⁶⁹ « Effets de la guerre italo-turque », *La Tunisie française*, 11 octobre 1911 ; « Et maintenant, assez ! », *La Tunisie française*, 19 octobre 1911.

⁷⁰ « Le Croissant-Rouge à Sfax », *La Tunisie française*, 9 février 1912.

⁷¹ CADN, 1TU/1/V/998, « Note : Sûreté publique », 6 décembre 1919.

⁷² Tridon Henri (1913), *La Tunisie française et le commissaire du gouvernement : les interpellations tunisiennes*, Tunis, Imprimerie de la Tunisie française, p. 16.

⁷³ « La Manifestation turcophile du 4 février 1912 », *La Tunisie française*, 6 février 1912.

⁷⁴ « Et maintenant, assez ! », *La Tunisie française*, 19 octobre 1911.

⁷⁵ En général : Bac-David Justin (2017), *Tripoli 1911 : Refaire la guerre. Reportage, italophilie, violences coloniales et représentations médiatiques de la guerre italo-turque*, Grenoble, Sciences de l'Homme et Société.

⁷⁶ CADN, 1TU/1/V/998, Contrôleur civil de Sfax au Délégué à la résidence générale, 3 décembre 1911.

sont transformés en circulations politiques, qui ont fortement agité la société coloniale. Au fur et à mesure que les trajectoires impériales se croisaient, il est ainsi devenu évident que les empires ne pouvaient pas être isolés du milieu qui les entourait. Le paradoxe est éclatant : les convulsions qui minent l'autorité impériale tiennent aux enchevêtrements régionaux et mondiaux engendrés par l'impérialisme lui-même. Dans le milieu interconnecté de l'Afrique impériale, le sort de la Libye et celui de l'Afrique du Nord française sont de ce fait indissociables.

Gavin Murray-Miller
Cardiff University (Pays de Galles)
Alexander von Humboldt Fellow, Universität Leipzig (Allemagne)

Bibliographie

- ANDERSON Lisa (1986), *The State and Social Transformation in Tunisia and Libya, 1830-1980*, Princeton, Princeton University Press.
- ARSAN Andrew (2014), *Interlopers of Empire: The Lebanese Diaspora in French West Africa*, Oxford, Oxford University Press.
- ASSERAF Arthur (2006), « La société coloniale face à l'actualité internationale : Diffusion, contrôle, usage (1881-1899) », *Revue d'Histoire moderne et contemporaine*, 63-62(2), pp. 110-132.
- ASSERAF Arthur (2019), *Electric News in Colonial Algeria*, Oxford, Oxford University Press.
- AYDIN Cemil (2017), *The Idea of the Muslim World: A Global Intellectual History*, Cambridge, Harvard University Press.
- BAC-DAVID Justin (2017), *Tripoli 1911 : Refaire la guerre. Reportage, italophilie, violences coloniales et représentations médiatiques de la guerre italo-turque*, Grenoble, Sciences de l'Homme et Société.
- BASAĞAOĞLU Ibrahim et ATAÇ Adnan (2002), « Activities of the Ottoman Hilal-i Ahmer (Red Crescent) Association in the Ottoman-Italian War (1911-1912) », *Marmara Medical Journal*, 15(2), pp. 139-143.
- BURKE III Edmund (1972), « Pan-Islamism and Moroccan Resistance to French Colonial Penetration, 1900-1912 », *The Journal of African History*, 13(1), pp. 97-118.
- CHOATE Mark I. (2005), *Emigrant Nation: The Making of Italy Abroad*, Cambridge, Harvard University Press.
- CHRISTELOW Allan (2016), *Algerians Without Borders: The Making of a Global Frontier Society*, Gainesville, University of Florida Press.
- CLANCY-SMITH Julia (1997), *Rebel and Saint: Muslim Notables, Populist Protest, Colonial Encounter (Algeria and Tunisia 1800-1904)*, Berkeley, University of California Press.
- CLANCY-SMITH Julia (2011), *Mediterraneans: North Africa and Europe in an Age of Migration, 1800-1900*, Berkeley, University of California Press.
- CLEVELAND William L. (1985), *Islam Against the West: Shakib Arslan and the Campaign for Islamic Nationalism*, Austin, University of Texas Press.
- DEWHURST-LEWIS Mary (2013), *Divided Rule: Sovereignty and Empire in French Tunisia, 1881-1938*, Berkeley, University of California Press.
- FINALDI Giuseppe (2017), *A History of Italian Colonialism, 1860-1907: Europe's Last Empire*, Londres, Routledge.
- GRANGAUD Isabelle (2009), « Prouver par l'écriture : propriétaires algérois, conquérants français et historiens ottomanistes », *Genèse : Sciences sociales et histoire*, 74(1), pp. 25-45.
- GRANGAUD Isabelle et OUALDI M'hamed (2016), « Tout est-il colonial dans le Maghreb ? Ce que les travaux des historiens modernistes peuvent apporter », *Revue d'Histoire moderne et contemporaine*, 62-63(2), pp. 133-56.

- McCOLLUM Jonathan (2015), « Reimaging Mediterranean Spaces: Libya and the Italo-Turkish War, 1911-1912 », *Diacronie*, 23(3), pp. 1-16.
- McDOUGALL James (2006), *History and the Culture of Nationalism in Algeria*, Cambridge, Cambridge University Press.
- McMEEKIN Sean (2012), *The Berlin-Baghdad Express: The Ottoman Empire and Germany's Bid for World Power*, Cambridge, Harvard University Press.
- MICHELETTA Luca et UNGARI Andrea (2013), *The Libyan War, 1911-1912*, Newcastle, Cambridge Scholars.
- MOREAU Odile et SCHAAR Stuart (2016), *Subversives and Mavericks in the Muslim Mediterranean: A Subaltern History*, Austin, University of Texas Press.
- MOTADEL David (2015), *Islam and the European Empires*, Oxford, Oxford University Press.
- O'SULLIVAN Michael (2018), « Pan-Islamic Bonds and Interest: Ottoman Bonds, Red Crescent Remittances and the Limits of Indian Muslim Capital, 1877-1924 », *The Indian Economic and Social History Review*, 55(2), pp. 183-220.
- OUALDI M'hamed (2017), « Une succession d'empires : Les historicités d'une société maghrébine (1860-1930) », *Annales : Histoire, Sciences sociales*, 72(4), pp. 1055-1083.
- OUALDI M'hamed (2020), *A Slave Between Empires: A Transimperial History of North Africa*, New York, Columbia University Press.
- ÖZBEK Nadir (2007), « Defining the Public Sphere During the Late Ottoman Empire: War, Mass Mobilization and the Young Turk Regime (1909-1918) », *Middle Eastern Studies*, 43(5), pp. 795-809.
- REVEL Jacques (1996), *Jeux d'échelles : la micro-analyse à l'expérience*, Paris, Gallimard.
- SIMON Rachel (1987), *Libya Between Ottomanism and Nationalism: The Ottoman Involvement in Libya During the War With Italy, 1911-1912*, Berlin, Klaus Schwarz Verlag.
- TRIDON Henri (1913), *La Tunisie française et le commissaire du gouvernement : les interpellations tunisiennes*, Tunis, Imprimerie de la Tunisie française.
- ZÜRCHER Eric J. (2010), *Turkey: A Modern History*, Londres, I.B. Tauris.